



Vers le 19 Mars...

Le bras de fer social engagé avec le pouvoir de droite continue. En difficulté dans les DOM TOM et face au mouvement à l'université, le gouvernement commence à reculer. La question de l'utilisation de l'argent et d'une relance par l'augmentation des salaires gagne en puissance à la veille d'une forte mobilisation sociale.

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 867

12 Mars 2009

prix : 0,70 €



Victoire sur les salaires en Guadeloupe, le gouvernement recule

LE 19 MARS PEUT CHANGER LA DONNE !

■ Libertés

Plusieurs dossiers dans notre département témoignent des velléités repressives du gouvernement et de graves atteintes aux libertés syndicales.

P 3

■ Solidarité

A l'initiative de la section du PCF, de nombreux nazairiens se sont rassemblés pour témoigner de leur solidarité avec la Guadeloupe en lutte.

P 5

■ Bobcat

Deux responsables syndicaux de Bobcat Pontchateau témoignent des lourdes craintes qui pèsent sur l'avenir des 350 salariés du site.

P 5

■ Portugal

Comment le Portugal fait face à la crise ? Un dossier spécial en page Événements, culture, idées.

■ Charcutage territorial

Gilles Bontemps, vice président du conseil régional des Pays-de-la-Loire, livre son point de vue sur les propositions de la commission Balladur qui touchent de plein fouet notre région et notre département.



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

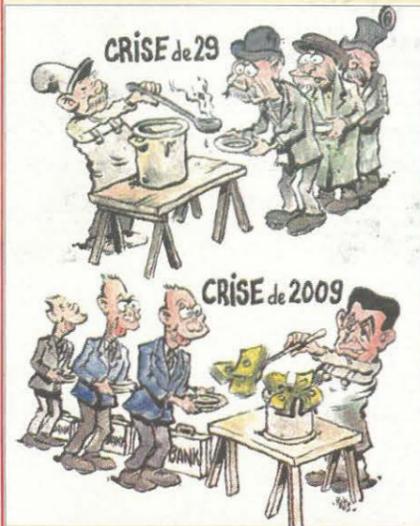
Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Mieux vaut tard que jamais

Christine Lagarde aurait-elle changé de lunettes ? A l'occasion du dernier collectif budgétaire, la ministre de l'économie et des finances a enfin admis que la France était entrée en récession. **Allez, encore quelques jours et le gouvernement finira peut être par entendre les exigences sociales.**



Potin Malin

Entre deux jeux de mots du plus mauvais goût sur la grève des fossoyeurs à Nantes et trois brèves insipides, la rubrique « les petits potins de PO » de l'édition du 27 Février de Presse Océan resteront certainement à jamais gravés dans les annales du journalisme local. On y reproche notamment à la mairie de Saint-Herblain d'accueillir une exposition sur les 60 ans de la révolution cubaine comparée pour l'occasion... à la Corée du Nord. **Quand le journalisme local croise le comique troupier pour saisir l'étendard de la démocratie libérale, ça fait généralement très mal !**

Démocratie (très) libérale

6 secondes. C'est le temps accordé par TF1 au PCF en Octobre selon le dernier rapport rendu par le CSA. Soit environ 11 fois moins que le NPA, 161 fois moins que le PS et 263 fois moins que le temps cumulé de l'UMP et du gouvernement. Et la situation n'est guère plus brillante pour le service public puisque le PCF se voit octroyer environ 1 mn 30 sur France 2 et France 3 alors que le PS trône à près d'une heure tandis que l'UMP et le gouvernement approchent les 3 heures sur France 2.

Des chiffres dignes d'un régime totalitaire... Mais que fait Presse-Océan ?

Centralisme démocratique

Que les choses soient claires, c'est un PS uni et rassemblé qui affrontera les suffrages pour les européennes. Le message a été largement diffusé dans les médias locaux et nationaux. Et pourtant, le maire de Lyon Gérard Collomb, soutenu par diverses personnalités et plusieurs présidents de régions socialistes, a lancé une pétition pour rejeter les listes issues des négociations à la tête du PS entre les différents courants. Gérard Collomb va même jusqu'à parler de "méthodes bureaucratiques" dignes "du comité central du Parti communiste d'URSS" après le conseil national qui a approuvé samedi dernier les listes... Un rideau de fer s'est abattu sur le PS !

Point de vue

par Dominique LUCAS



Il y a un an déjà éclatait la crise dite des subprimes. Cette énième convulsion du « capitalisme financier » s'est propagée à de nombreux pays causant des dégâts dramatiques. **Pour grave qu'elle soit, la crise financière, avec ses conséquences pour les travailleurs et pour l'économie, est la manifestation d'une crise structurelle beaucoup plus profonde.**

Pour y répondre, Sarkozy propose d'accentuer ses réformes pour pousser plus en avant l'adaptation de notre pays aux exigences du capital. : suppression de la taxe professionnelle, réforme des collectivités locales, de l'éducation nationale, des hôpitaux, de la recherche, poursuite des exonérations fiscales pour le patronat etc...

Mais les salariés sont plus nombreux à contester sa politique. L'image d'un Président volontariste qui irait « chercher la croissance avec les dents » est écornée. La façade se lézarde. Les luttes rencontrent un écho toujours plus favorable de l'opinion à l'image du mouvement mené par le LKP et la population antillaise pour l'augmentation des salaires et contre la vie chère. Le cynisme, de l'argent facile, des profits

enregistrés, des cadeaux fiscaux, des parachutes dorés, l'inertie du gouvernement face à l'arrogance et l'intransigeance du MEDEF accentue la colère et le ressentiment à l'égard de sa politique.

Le 19 mars prochain l'ensemble des organisations syndicales estimant que Sarkozy n'apporte aucune réponse concrète à leurs revendications exprimées massivement le 29 janvier se retrouveront à nouveau dans la rue.

Le PCF a la responsabilité d'encourager et de nourrir ce mouvement citoyen qui ose relever la tête pour aborder la question nodale : dans quelle société voulons-nous vivre ?

La crise internationale devrait être l'occasion de réexaminer la politique économique suivie ces deux dernières décennies en Europe et dans notre pays. Son issue nécessite de rompre avec les politiques anti-salariales et antisociales. Les fondements de l'Europe libérale

sont au cœur de la campagne de l'élection européenne du 7 juin prochain. Les communistes seront actifs au sein du mouvement social et sociétal pour agir avec lui et changer d'Europe.

Les propositions qu'ils formulent pour réorienter la construction européenne peuvent être partagées et trouver un écho dans l'opinion. Pour les communistes, le salariat qui n'est en rien responsable de la crise ne doit pas en être la première victime. **Comme en écho au mot d'ordre d'un syndicat : « la crise c'est eux ; la solution c'est nous, tous ».**

Ensemble dans les luttes, ensemble dans les urnes !

Le plan social territorial

Après les cadeaux fiscaux aux entreprises, les aides de l'Etat aux banques, l'annonce de la suppression de la taxe professionnelle, le refus de répondre aux exigences sociales qui se sont exprimées dans la rue le 29 janvier dernier, le chef de l'Etat et son gouvernement s'attèlent au redécoupage du pays. Le projet de réforme du comité Balladur – commandé par Sarkozy lui-même à l'automne dernier – ne vise rien moins qu'à réformer « le mille-feuilles territorial ».

De fait, il s'agit d'une attaque sans précédent contre les collectivités, leur autonomie, leur financement. Au fond, ce projet qui reprend dans

ses grandes lignes les préconisations du rapport Attali, consiste à supprimer des régions, à fondre les communes des grandes agglomérations dans des métropoles, à supprimer les cantons. Tout cela au nom de l'efficacité. La ficelle est grosse. Il faut en effet se méfier de l'efficacité tant que l'on n'a pas interrogé les buts. Elle justifie le plus souvent les dérives au nom desquelles la fin justifie les moyens. C'est ainsi que les communes, perçues par tous comme des espaces de l'expression de la démocratie et de la proximité sont vécues par certains comme des obstacles au développement, un développement pensé bien évidemment comme venant d'en haut ! Le thème des grandes régions lui non plus n'est pas nouveau. Il est inscrit, presque depuis l'origine, dans la vision libérale de la construction européenne. Seules les grandes régions, concu-

rentes entre elles, pourraient faire le poids de la concurrence libre et non faussée.

En fait, ces conceptions visent un aménagement du territoire privilégiant les lignes à grande vitesse aux réseaux secondaires, mettant les universités en concurrence comme les entreprises, regroupant les services publics en les éloignant encore davantage des citoyens. Nul ne prétend que le fonctionnement actuel des collectivités locales est en tous points satisfaisants d'autant que les transferts de charge de l'Etat alourdissent les marges de manœuvre. Nul ne nie la nécessité de coopérations renforcées dans les communautés de

BALLADUR VEUT SUPPRIMER DES RÉGIONS



communes. Très logiquement, ce rapport Balladur recoupe la conception du pouvoir du chef de l'Etat : une présidentialisation accrue, des collectivités privées de toute autonomie, une démocratie muselée. **Autant de raisons de faire de la journée du 19 mars un moment fort de l'action pour mettre en échec ce « plan social territorial ».**

De vous à moi...

Que serait la France sans le MEDEF ? On se le demande. En Guadeloupe par exemple, le MEDEF s'est montré tel qu'il est, arrogant, méprisant, niant toute responsabilité sociale pour défendre des intérêts de classe. Ainsi, le représentant du MEDEF en Guadeloupe, Willy Angèle n'aura jamais signé le protocole d'accord sur l'augmentation des salaires. C'est précisément sa fermeté qui a fait durer le conflit si longtemps. Pourtant, l'article 1 des statuts du MEDEF précise que seul le comité exécutif de l'organisation patronale est habilité à signer des accords. Autrement dit, Willy Angèle n'avait pas sa place à la table de négociation face au préfet et sa signature au bas de l'accord aurait tout simplement été obsolète. En faisant écran, il a tenté de jouer le pourrissement du conflit mais aussi évité au comité exécutif du MEDEF d'entamer des discussions sur la question des salaires. Avec la victoire de Guadeloupe, avec la puissante mobilisation du 29 Janvier et la préparation de celle du 19 Mars, avec le haut niveau de revendication de l'intersyndicale et l'appui de l'ensemble des forces de gauche, l'étau se resserre autour de Laurence Parisot qui aura bien du mal à faire l'autruche plus longtemps avec la complicité du pouvoir de droite. Que serait la France sans le MEDEF ? A y penser... ça vaudrait peut être le coup d'essayer !

AS

VITE LU
VITE DIT

Devedjian rate le train de la relance en Loire-Atlantique

Le « ministre de la relance » Patrick Devedjian n'a pas apprécié son passage en Loire-Atlantique. Habitué aux échanges feutrés entre élus, ce dernier s'est trouvé mis en porte à faux par la combativité du vice président communiste de Région Pays de la Loire Gilles Bontemps sur le chantier de la ligne Nantes Pornic/Saint-Gilles-Croix-de-Devie : « Vous venez en parlant de plan de relance de l'État mais, sur les 51 millions d'euros que coûtent ces travaux, ce sont les collectivités qui en payent une grande partie, a fustigé l' élu local. Et les 8 M€ que vous apportez étaient déjà prévus depuis longtemps. Où sont les nouveaux investissements promis? Vous faites de la démagogie ! »

La seule réponse du ministre étant de se plaindre du comportement de l' élu communiste.

Autrement dit, le ministre de la relance parcourt la France en multipliant les effets d'annonce à moindre coup. Qu'un élu local interroge de manière franche et directe et il se plaint de son comportement. Pire, Devedjian a quitté le département en promettant de répondre par voie de presse par un communiqué... vide de tout contenu supplémentaire.

Pour les grands chantiers de la région qui auraient pu servir de cadre à une relance utile, il y a donc fort à parier que les ligériens ne pourront compter que sur les collectivités locales.

Libertés : Quand revendiquer devient un crime

Une très sérieuse menace pèse sur notre Etat de droit et sur nos libertés. En chute libre dans les sondages, bousculé lors de ses déplacements en province SARKOZY limoge, porte plainte, fait sortir les CRS ! Justice aux ordres (« l'indépendance de la justice ça se mérite » déclarait Rachida DATI le 5 février), presse sous contrôle, droits des salariés foulés aux pieds, fichiers en tous genres plus ou moins légalisés... les exemples sont légions d'un pouvoir de plus en plus policier qui manie le bâton à tout va pour surmonter les conflits qui se multiplient pour contester sa politique.

Aujourd'hui, revendiquer devient un crime. Ainsi, le 3 février, à Saint-Nazaire, un lycéen a-t-il été condamné à de la prison avec sursis pour avoir refusé un prélèvement d'ADN pendant la garde-à-vue qui faisait suite à une manifestation. Dans la même ville, le 29 janvier, après l'intervention violente des forces de police qui a provoqué des affrontements entraînant des arrestations, des inculpations, et plusieurs blessés, dont un grave est toujours hospitalisé, quatre manifestants ont

été jugés en comparution immédiate et condamnés à de la prison ferme par une justice expéditive, sur des dossiers vides. Deux sont toujours incarcérés. Le 10 mars, quatre travailleurs et lycéens, sont passés devant les juges pour « participation à rassemblement dissous, violences contre les forces de l'ordre, outrages... ». L'un d'entre eux était accusé « d'injures envers le chef de l'Etat » pour avoir brandi une pancarte « casse toi pauvre con » dans le cortège. On sait qu'un manifestant de Laval à qui, les mêmes faits étaient reprochés, vient de se voir infliger de la prison avec sursis par le tribunal d'Angers. Lundi 23 février plus de 1000 personnes étaient présentes pour soutenir Sami BENMEZIANE, cet instituteur accusé d'avoir cassé, l'an passé le doigt d'un policier lors d'une manifestation à l'inspection académique de Nantes. Le procureur a réclamé 2 mois de prison avec sursis et 600 euros d'amende... Ces faits sont loin d'être anecdotiques ou isolés comme l'ont fait justement remarquer l'avocat de Sami BENMEZIANE et les membres du collectif de



défense des libertés (CODELIB) qui s'est créé à Saint-Nazaire regroupant tous les partis de gauche, tous les syndicats et un grand nombre d'associations progressistes. Le CODELIB a organisé une manifestation de protestation et de soutien le samedi 7 mars devant le tribunal et était présent sur les marches et dans l'enceinte le 10. On voit bien que tout est mis en oeuvre pour empêcher que la légitime colère sociale se transforme en une alternative politique qui donne

espoir. Mais le peuple ne se laisse pas manœuvrer, en témoigne la chute libre de SARKOZY dans les sondages. Cette droite sans foi ni loi, aux abois qui veut organiser, avant le 19 mars, un climat de peur et de suspicion généralisée. Nous voudrions l'inviter à méditer cet article de la constitution de 1793 qui affirme : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple... le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Un square Maurice Piconnier à Saint-Brévin

Samedi 21 février, il y avait foule à Saint-Brévin, pour inaugurer le square Maurice PICONNIER en présence de Louissette sa femme et de ses enfants. Dix ans après sa disparition celui qui aura été « un résistant toute sa vie » était, à la demande de la CGT et sur l'intervention de Jean Joël MURATI, alors conseiller municipal communiste brévimois, honoré par sa ville natale. Odette NILES, Présidente de l'Amicale Chateaubriand-Voves-Rouillé remarqua que « le chevreuil » (Maurice avait été surnommé ainsi parce qu'il était toujours à courir pour aider les uns et les autres) serait « à sa place, parmi les enfants, les familles en promenade, les amoureux... afin que nul ne l'oublie ». Jo PATRON, celui que Maurice appelait son « petit frère », rendit hommage à son ami qui, embauché aux Chantiers le 7 février 1937, devint, pendant la guerre, le commandant FTP GUERIN, responsable de la place des Sables d'Olonnes et qui ne cessa son combat de résistant, de militant syndical et politique que le jour de sa disparition. Celui qui, après les horreurs du conflit avait pour obsession de « reconstruire les murs et de reconstruire les hommes » devint « permanent non payé » de son



parti (c'est Louissette qui ramenait la paye à la maison) puis secrétaire général de la CGT pour la région et, dès 1954, administrateur de la sécurité sociale. Il le resta 40 ans. C'est à son engagement résolu qu'on doit le siège de la caisse primaire d'assurance maladie de Saint-Nazaire qui est, rappela Jo PATRON, remis en cause aujourd'hui. Orateur infatigable, « homme de cœur, fidèle et passionné » Maurice ira de rencontres en débats pour défendre les valeurs que ceux qui nous gouvernent foulent aux pieds aujourd'hui. Evoquant le chômage partiel subi par les travailleurs de la navale, Jo PATRON, rappela le meeting pour l'emploi du 22 janvier 1964 à Saint-Nazaire où Maurice PICONNIER prit la parole devant 40 000 personnes. « Ce battant, ce très grand militant estimé des travailleurs, craint des employeurs », fut fait officier dans l'ordre du mérite le 27 février 1991.

Echo des européennes



C'est devant 6000 personnes que se sont exprimés la vingtaine d'orateurs. Militants politiques, syndicaux, associatifs, féministes, culturels, ont montré chacun à leur manière combien était nécessaire le combat pour une transformation radicale de l'Europe. Une Europe dont les politiques libérales ont leur part dans la crise, comme l'a souligné Didier Le Reste, responsable syndical cheminot. Une Europe qui ne garantit pas les droits fondamentaux de la moitié de l'humanité, tel que l'a rappelé Nina Sankari, responsable d'Initiative féministe en Pologne. Face à une Europe qui, selon Marie-George Buffet, « continue dans le même sens, malgré l'enfoncement de ses meilleurs élèves », nombre d'orateurs ont souligné la combativité nouvelle des peuples. Ainsi, un responsable syndical de chez Renault a donné en exemple la multiplication des luttes dans les usines européennes

du groupe autour de la proposition d'un statut unique pour l'ensemble des travailleurs de chez Renault. Une combativité nouvelle aussi à l'image du peuple de Guadeloupe dont un représentant du LKP a rappelé qu'il avait gagné après 44 jours de grève générale, sur 146 revendications. Les responsables du Front de Gauche se sont enfin attachés à montrer que l'unité était un des ciments de cette construction politique. Unité autour d'un chemin commun, selon Jean-Luc Mélenchon, avec la proposition « d'une stratégie concrète pour constituer une nouvelle majorité politique populaire en Europe ». Unité autour de 10 propositions pour un nouveau traité, développées par Marie-George Buffet en clôture du meeting. La secrétaire nationale du Pcf exhortant les participants au meeting à populariser dès maintenant le chemin et les propositions du Front de Gauche.

Le dossier.

19 mars

Nouvelle journée nationale de mobilisation des salariés pour l'emploi et les salaires

Près d'un mois et demi après la journée du 29 janvier, qui a vu 2.5 millions de personnes descendre dans la rue, une deuxième journée unitaire interprofessionnelle d'action se profile. La très forte première mobilisation avait débouché sur un sommet social qui avait vu se creuser un décalage important entre un Président de la République décidé à ne bouger qu'à la marge sa politique de soutien aux entreprises et aux marchés financiers, et les attentes des salariés et de leurs représentants sur la question de l'emploi, du pouvoir d'achat et du soutien à la consommation.

Un décalage d'autant plus béant que, de l'aveu même du gouvernement les effets de sa «relance par l'investissement» ne se feront sentir qu'au mieux à la fin 2009, alors que la situation de l'emploi se dégrade fortement. Après l'annonce de 90.000 nouveaux

chômeurs en janvier, les instituts de statistiques prévoient entre 300.000 et 600.000 nouveaux chômeurs pour 2009. Si l'on ajoute la propagation de l'idée qu'il y a de l'argent en France pour soutenir les banques,

Le 19 mars peut être la démonstration que les salariés sont conscients que les moyens existent pour une autre politique économique et sociale dans ce pays et en Europe

mais pas pour sauvegarder l'emploi, on comprend mieux le décrochage de la majeure

partie des français par rapport au discours de l'exécutif. Le Premier-Ministre semblant même acquiescer à ce décrochage en déclarant «qu'aucun plan de relance ne permettrait d'éviter la crise».

Par cet aveu, Fillon tente aussi d'introduire l'idée que pas plus les syndicats que la droite n'ont de véritables solutions pour sortir de la crise. La droite comptant ainsi sur un découragement des Français. Découragement qui les ferait adhérer à une sorte de «concorde sociale» qui, sous prétexte que nous vivons une situation exceptionnelle, permettrait d'exonérer les banquiers, les directions d'entreprises, ainsi que les libéraux et leurs politiques de leurs responsabilités dans l'instauration de cette crise. Manque de chance pour elle, le mouvement en Guadeloupe a débouché sur un accord, et a donc montré que les



questions du pouvoir d'achat et de la consommation étaient légitimes.

Ce qui ne semblait pas possible il y a deux mois en Guadeloupe l'a été. Ceci grâce à la mobilisation de dizaines de milliers de gens, ainsi qu'à l'unité des organisations. De quoi donner des idées à ceux qui se disent que le 19 mars peut être la démonstration que les salariés sont conscients que les moyens existent pour une autre politique économique et sociale dans ce pays et en

Europe. A cet égard, la proposition fait son chemin d'un pôle public financier qui mobiliserait pour le développement de l'emploi, de la formation et des revenus les dizaines de milliards d'euros aujourd'hui versés aux entreprises sans contrepartie. De la même manière monte l'idée que les salariés doivent avoir leur mot à dire dans toutes les décisions stratégiques des entreprises. Deux épines dans le pied d'un gouvernement qui ne veut pas entendre par-

ler de son entrée dans les conseils d'administration des banques, ni dans de nécessaires contreparties des entreprises touchant des aides publiques.

Le 19 mars exprimera l'état de l'opinion au regard de l'idée de relance sociale. Mais nul ne doute que les salariés ne devront pas s'arrêter à cette date, et que la question d'un mouvement revendicatif durable se posera en cas de participation encore plus massive que le 29 janvier.

Michel RICA,
secrétaire
départemental
du PCF



Quelle est ton appréciation de l'engagement des communistes aux côtés des salariés dans cette période difficile ?

Depuis le début de la crise financière, les communistes ont organisé deux temps forts en allant à la rencontre de dizaines de milliers de salariés pour faire connaître leurs propositions face à la crise, et pour débattre des solutions pour en sortir. Et l'on voit que les dizaines de milliers de tracts distribués, les centaines de ren-

contres organisées ne sont pas pour rien dans le sentiment qu'ont les français que la droite ne répond aucunement à la crise et surtout qu'ils ne doivent pas être ceux qui vont la payer.

La réorientation en profondeur des politiques européennes est fondamentale

Ce travail de terrain est reconnu au niveau local, mais peine à être visible au niveau national. Qu'en penses-tu ?

La bataille idéologique a pesé et pèse encore très fort dans les consciences. Le manque de perspective à gauche, mais aussi une certaine habileté du candidat Sarkozy, ont été un

éléments locaux de 2008 ont montré que le vote communiste était efficace pour se défendre face à la droite et pour construire des majorités de gauche qui œuvrent pour l'intérêt des classes populaires.

Les élections européennes peuvent-elles permettre aux salariés et aux familles populaires de faire entendre leur voix, voir même de conquérir des avancées ?
Les politiques euro-

péennes, les politiques libérales favorisant le tout marché, sont responsables de la crise dans laquelle nous sommes. Leur réorientation profonde, sur la base de progrès sociaux et démocratiques, est fondamentale. C'est le sens de l'appel du PCF à un front de gauche pour l'élection européenne. Un front qui soit à l'image de tous ceux qui se battent dans leur entreprise ou dans leur quartier contre les politiques qui ont engendré cette crise.

Ils ont dit :

Clotilde MATHIEU,
journaliste économique



Récession, chômage... Tous les secteurs sont touchés par la crise. Pourtant, Sarkozy se complet dans l'activisme, claqué des milliards pour rassurer les marchés sur la santé des banques, en détournant d'autres vers les constructeurs automobiles sans aucune contrepartie. Il supprime la taxe professionnelle, fait don de 15 milliards d'euros aux plus riches et jette des miettes aux plus démunis. Fillon déclare « qu'aucun plan de

relance ne permettrait d'éviter la crise». Pourtant à effets immédiats, seule une relance par la consommation enrayera la chute brutale de l'activité. Mais il faut aller au-delà. Cette

Rompre avec la règle fondamentale de ce système : l'argent pour l'argent.

crise révèle le besoin et l'urgence de rompre avec la règle fondamentale de ce système : l'argent pour l'argent. Les accords obtenus dans les Antilles sur les salaires démontrent que les entreprises ont les moyens. Qu'une autre répartition de la richesse produite est possible. La journée de mobilisation du 19 mars doit être utile à cela.

François LE BAILLY,
secrétaire de l'Union
Locale CGT de Carquefou



Les situations de licenciements ou de mises en chômage partiel ont explosé dans la zone industrielle de Carquefou, notamment à Trelleborg, MHS ou SAMRO. Le 19 mars, nous voulons poser en grand la question de la sauvegarde et du développement de l'emploi industriel. Comme nous l'avons fait le 29 janvier, nous organiserons dès le matin une initiative pour interpeller les salariés, mais aussi

la population qui vit autour de la zone. Il existe une grande colère chez les salariés. D'autant qu'ils s'aperçoivent tous les jours des pratiques peu scrupuleuses chez les employeurs pour leur faire payer la crise. Cette

Le 19 mars peut donner une nouvelle dimension aux mobilisations dans les entreprises.

colère s'exprime aujourd'hui dans les luttes. Le 19 mars peut donner une nouvelle dimension aux mobilisations dans les entreprises de Carquefou, si nous réussissons à élargir le nombre de salariés qui descendent dans la rue.

PRENONS NOTE...

FNAC et Conforama saignent l'emploi

Les deux enseignes appartiennent au groupe Pinault-Printemps-La Redoute qui a dégagé 875 millions d'euros de bénéfices en 2008. Elles annoncent 1200 suppressions d'emplois sur toute la France. Une restructuration qui intervient dans la foulée du plan social de La Redoute, annoncé en octobre dernier, laissant 672 salariés sur le carreau. Au Conforama d'Orvault « **c'est le plus grand flou** » remarque Manuel MARINI, le délégué central d'entreprise CGT. A la Fnac de Nantes, la direction précise que les emplois du magasin seraient « **épargnés** ». « **En réalité, avec les abandons de postes, les départs en formation, le magasin de Nantes a, en réalité, commencé sa réorganisation depuis quelques années** » constate Faker BENZINA, délégué syndical.

Carquefou : 17 milliards de cigarettes

Imperial Tobacco, propriétaire d'Altadis depuis 2008, a sévèrement « restructuré » ses usines de Metz (tabac roulé) et de Strasbourg (cigares) mais il décide de conforter la production de cigarettes blondes (15 milliards de cigarettes produites en 2008, 17 milliards cette année) à Carquefou annonçant la création prochaine d'une vingtaine d'emplois (380 actuellement). Pas suffisant pour Jean Luc METIVIER, le délégué du personnel CGT qui remarque que le groupe a « **quand même supprimé 1060 emplois dans toute la France.** »

Béghin - Say, une centaine d'emplois sauvegardés

La mobilisation du personnel et la table ronde mise en place par les élus et les pouvoirs publics ont permis de conserver le conditionnement du sucre et une centaine d'emplois sur le site du groupe Téréos à Nantes.

Pour qui la crise ?

Le nombre de foyers payant l'impôt sur les grandes fortunes a progressé de 7,2% en 2008 et de plus de 90% depuis 2003. L'an dernier, en France, les ventes de yaourts ont reculé de 5,5%, celle des pâtes de 3,8%, celles des desserts frais de 3,2%...

Y a pas d'argent ?

La vente des œuvres d'art Berger Saint-Laurent a permis d'enregistrer 373,9 millions d'euros. Une somme jamais récoltée pour une collection privée. Sur les 733 lots proposés, 61 ont dépassé le million d'euros, 16 ont excédé les 5 millions. Indécents !

Loire Atlantique : 789 instituteurs «résistants»

Ils protestent contre les deux heures d'aide personnalisée en dehors du temps scolaire, la disparition programmée des Réseaux d'Aide Spécialisée aux élèves en difficulté et ont boycotté les évaluations nationales des CM2.

Nort-sur-Erdre: chômage partiel chez SAMRO et après ?

Chez SAMRO, leader français des semi-remorques, le site de Nort-sur-Erdre est touché par le chômage partiel. Depuis le 19 janvier et au moins jusqu'au 30 avril les salariés chôment deux jours par semaine fabriquant 6 châssis au lieu des 12 produits habituellement. Gildas LEPAROUX, délégué CGT fait part de sa « **grande inquiétude** » pour l'avenir.

OTAN : Strasbourg le 4 avril

Le 60ème anniversaire de l'OTAN sera l'occasion d'une grande mobilisation, le 4 avril, à Strasbourg. Cet anniversaire doit nous permettre de débattre de la place de l'Union européenne dans la politique de paix et de sécurité mondiale, dans les conflits internationaux, de sa relation avec les Etats-Unis. Notre parti propose de fixer un haut niveau de participation militante à cette manifestation.

Pontchâteau La colère des BOBCAT doit être entendue



C'est le titre du tract distribué à la porte de l'entreprise et sur le marché local par les communistes de Brière qui, avec leurs élus font leur maximum pour que les habitants soient informés de la situation. « **Si BOBCAT est en difficulté, c'est tout le bassin d'emploi qui est mis en danger** » nous dit Claudie ROLLIN responsable communiste à Pontchâteau. Le lundi, jour de marché, les salariés de BOBCAT qui construisent des chariots télescopiques manifestent en centre ville, le reste du temps, ils se relaient aux portes de l'entreprise. Au chômage partiel depuis la fin de l'année, les 340 salariés sont très inquiets sur le devenir de leur entreprise. « **Nous avons des crédits à rembourser, des loyers à payer, des enfants à élever... et 8 semaines de chômage partiel en trois mois sans savoir si cela ne se terminera un jour par la fermeture de la boîte** ». « C'est d'autant plus incompréhensible explique Anthony DELANOË et Jérôme LECAPLAIN, responsables CGT à BOBCAT que, jusqu'à la fin octobre on travaillait en 2X8 avec équipe de nuit, de nombreux intérimaires et qu'on faisait des heures supplémentaires le samedi. C'est bien simple, affirment-ils, en 2008, avec 2400 chariots télescopiques produits la production a augmenté de 22%, un record ! Où sont passés les bénéfices ? » D'un seul coup, en décembre c'est le chômage partiel, le renvoi des intérimaires sans qu'aucune explication concrète ne soit donnée aux salariés de la part de l'actionnaire coréen DOOSAN qui a racheté le site de Pontchâteau en 2007. Sans doute incommodé par la publicité donnée à cette affaire, le représentant de DOOSAN a enfin rencontré les organisations syndicales mercredi 25 février. Mais il est vite reparti laissant le bébé à la direction locale. Mais celle-ci a-t-elle réellement les moyens de débloquer la situation ? Ayant obtenu l'indemnisation à 85% du chômage partiel, les salariés ont repris le travail le 1er mars.

Saint-Nazaire et Brière Soutien au peuple antillais

Après la manifestation de Nantes qui avait réuni 1500 personnes, les communistes de Saint-Nazaire et de Brière ont pris l'initiative d'appeler au rassemblement de soutien au peuple antillais en lutte jeudi 26 février devant le mémorial de l'abolition de l'esclavage, quai Kribi à Saint-Nazaire. « **Augmenter les salaires, c'est juste et c'est efficace. Aux Antilles comme en France, la solution à la crise du capitalisme passe notamment par un relèvement significatif des salaires, des retraites et des minima sociaux. Et par rompre avec les dogmes libéraux** » a

affirmé Raymond LE DAHERON qui a pris la parole pour le parti communiste français. Le parti socialiste, lutte ouvrière, la CGT et le MRAP, le collectif nazairien de défense des libertés ont participé à ce rassemblement. Tous les intervenants ont insisté sur l'importance de réussir un très grand 19 mars. « C'est cette exigence que les manifestants ont portés dans les rues le 29 janvier. C'est cette même exigence qu'ils porteront encore plus haut, encore plus fort - dans l'unité - le 19 mars prochain. Vous pouvez compter sur nous, nous y serons ! » a conclu Raymond LE DAHERON.



Manifestations du 19 mars : rassemblements à 14 heures

- Nantes au CHU, boulevard Philippon,
- Saint-Nazaire, place de l'Amérique Latine (face à la base sous marine),
- Châteaubriant, place de la mairie,
- Ancenis, rond point espace 23

Au tribunal de Nantes Sami BENMEZIANE pour l'exemple

Depuis plusieurs mois, le gouvernement emploie systématiquement la violence contre les manifestants. Il impose des réformes suicidaires pour l'école et les services publics, met en place des conditions sociales terribles pour les salariés et les sans-emploi, participe idéologiquement à une hausse sans précédent du nombre de chômeurs, arrête des syndicalistes à Saint-Lô, fait lancer des lacrymogènes et des bombes détonantes sur les manifestants nazairiens le 29 janvier, attend plus de



deux mois pour répondre au mouvement aux Antilles, ALLIOT MARIE y répondant même par une augmentation du nombre de CRS... Dans ce contexte, au procès du lundi 23 février à Nantes, ce n'est pas un enseignant d'Indre qui mani-

feste pour une école de l'égalité des chances pour tous qui est jugé, ce n'est pas non plus l'accident de travail d'un agent des forces de l'ordre qui a eu un doigt cassé dans une bousculade, dans un contexte où les représentants de l'État mettent un zèle particulier à appliquer les ordres de répression contre les manifestants : c'est la volonté d'instaurer un climat de peur pour tous ceux qui manifestent. Sami BENMEZIANE a rejoint, malgré lui, par la volonté de l'État, les rangs de ceux qui doivent servir d'exemple. Mais cette volonté de criminaliser à tout prix l'action syndicale se heurte à la colère et à la détermination des parents, des enseignants et des

citoyens. Demandant au départ, 15 000 euros d'amende et un an de prison ferme, le procureur requiert aujourd'hui 600 euros et deux ans avec sursis. C'est encore trop. Sami doit être relaxé. Leur stratégie de la peur ne marchera pas. A la répression nous répondrons par la mobilisation. Le 19 mars, nous serons massivement présents pour que les véritables responsables de ce climat délétère soient dénoncés : Le 19 mars Lyannaj kont pwofitasyon et violence d'Etat a tou la fwance (mettre fin aux profitassions et à la violence d'Etat à toute la France)!

Marcel Le Bronze

Evènements, culture, idées.

Portugal

Premiers combats contre la crise

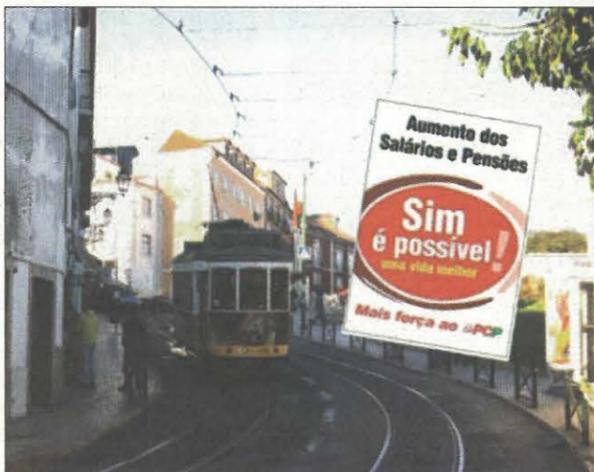
Au pays du Pacte de Lisbonne et du Président de la commission européenne, J.Barroso, la lutte est engagée contre la crise.

• La crise au Portugal

En 2009-2010, le Portugal pourrait atteindre un taux de chômage autour de 10% de la population active, soit un demi-million de chômeurs et le taux de plus élevé de chômage depuis plus de 20 ans. L'objectif électoral affiché par le gouvernement PS de José Sócrates de création de 150.000 emplois ne semble guère compatible avec sa volonté de se conformer au Pacte de Stabilité et à la réduction du déficit budgétaire. Le Portugal ne peut certes rester à l'écart de la crise internationale. Mais il faut souligner combien les politiques suivies par les gouvernements PS et de droite (PSD/CDS-PP), poussées à l'extrême par le néolibéralisme du gouvernement Sócrates, ont rendu le pays très vulnérable face aux impacts extérieurs.

Avec les privatisations d'importantes entreprises de biens et de services (énergie, télécommunications, réseaux d'autoroutes), la libération des biens et marchés publics, l'intégration communautaire asymétrique, l'adhésion à l'Union Economique et Monétaire, à l'Euro, ont poussé la sujétion à la politique monétariste de la BCE et la libéralisation du commerce internatio-

nal (OMC) et de la circulation des capitaux, avec son cortège de délocalisations, la financiarisation de l'économie et la spéculation boursière et



immobilière. La modération salariale (dévalorisation du travail) est à l'origine d'un étranglement du marché intérieur, porté par le surendettement, d'où les nombreuses difficultés et inégalités que les Portugais affrontent.

Le déficit extérieur a dépassé les 10% du PIB en 2008, la première fois depuis 1982, quand le pays s'était vu imposer l'intervention du FMI.

• La crise politique

Le secrétaire général du PS, José Sócrates, vient pourtant d'être réélu à 96,43%, mais seulement 26.553 voix sur 90.000 militants. Ce, malgré les scandales politico-financiers, tel celui de *Freeport*, port franc au sud de Lisbonne, dans lequel est impliqué son oncle J. Monteiro. Pour F. Sobral, « il y a un cercle vicieux

de corruption et d'impunité au Portugal » (Journal de Negócios, 19/02/09).

Les débats en cours, portent surtout sur les

problèmes de société : mariage gay, après cette déclaration du Cardinal Martins : « l'homosexualité n'est pas normale », ou l'euthanasie et l'éducation sexuelle à l'école.

Dans la fonction publique, le rejet de la politique de « mobilité spéciale » est général, notamment chez les enseignants et les infirmières. 2.000 fonctionnaires sont concernés. Une grande journée d'action est prévue le 13 mars.

Quant au Code du Travail qui vient d'être adopté, le PCP - ne comptant lui-même que 12 députés - a obtenu 34 signatures, dont 5 de la majorité PS et 5 de l'opposition PSD, soit plus du dixième (23) des parlementaires nécessaires pour engager un recours devant le Tribu-

nal Constitutionnel. Une « convergence de grande signification pour la défense des travailleurs », a souligné le dirigeant communiste Jerónimo de Sousa.

• Le PCP dans la lutte contre la crise

Le Parti Communiste Portugais vient de tenir son XVIIIe Congrès fin 2008 et s'engage dans une campagne nationale, avec affiches et meetings : « Basta de injustiças, Sim, é possível uma vida melhor ! » [Assez d'injustices. Oui, une vie meilleure est possible !, sur une plateforme de convergence alternative.

Avec des propositions du PCP contre la crise : augmentation des salaires et des pensions ; abandon des aspects négatifs du Code du travail ; renforcement immédiat des prestations sociales pour chômeurs ; contrôle rigoureux du *lay-off* (temps partiel) et adoption d'un plan contre la précarité ; gel ou réduction des prix de l'énergie, des télécommunications et des transports ; renforcement des moyens financiers des collectivités et dynamisation de l'investissement public de l'administration centrale ; débloccage et anticipation des crédits communautaires pour les secteurs productifs ; attribution de crédit aux petites et moyennes entreprises ; et refus des prises de position du capital étranger dans les secteurs stratégiques.

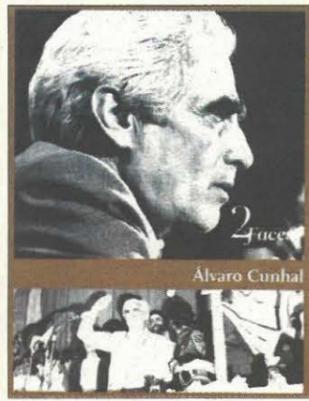
LIRE

Alvaro Cunhal 1913-2005

L'histoire du PCP au XXe siècle se confond avec celle d'Alvaro Cunhal, son secrétaire général de 1962 à 1992.

Né à Coimbra en 1913, sa famille s'installe à Lisbonne en 1924 et il a 13 ans à la prise du pouvoir des militaires avec la dictature nationaliste et policière de l'Etat Nouveau.

Son entrée à l'Université en 1931 le met en contact avec les militants étudiants. A.Cunhal fait un premier voyage à Moscou en 1935, d'où il revient fasciné par la figure de Staline. Il est arrêté à son retour pour diffusion de propagande communiste. A sa sortie



de prison, en 1938, il entre en semi-clandestinité. En 1939, Cunhal défend la position soviétique du Pacte germano-soviétique. Emprisonné en 1940, il achève ses études de Droit. En 1947-1949, après un bref séjour en URSS, il reprend sa clandestinité à Luso avant d'être emprisonné pour, cette fois, une décennie complète.

En janvier 1960, il s'évade spectaculairement de la prison de Peniche, parcourt le pays et accède au poste de secrétaire général du PCP en 1962.

Dans les années 60 le pays change sous l'effet des guerres dans les colonies portugaises d'Afrique. En 1974, avec la Révolution des œillets du 25 avril, A.Cunhal devient ministre sans portefeuille dans quatre des six gouvernements provisoires du MFA. « Il est une légende vivante, un monument historique sans pair dans l'opposition au régime, par les années de prison et d'exil, par l'influence intellectuelle qu'il exerce sur de vastes secteurs de la pensée et de l'écriture ». Aux élections qui suivent, il est élu député en 1976, 1979, 1980, 1983 et 1987.

Dans les années 70 il refuse l'Eurocommunisme, maintenant une exigence doctrinale absolue. De même il condamne la Perestroïka de Gorbatchev en 1985 et s'oppose, en vain, à l'adhésion de son pays à la CEE en 1986-87.

L'importance de cette figure de l'histoire portugaise contemporaine est reconnue par la presse qui le classe ainsi, avec la publication de cette belle photo-biographie, parmi les 20 personnalités les plus marquantes du 25 avril 1975.

Alvaro Cunhal, Ed. Quidnovi, février 2009, 128 p.

VOIR...



Le Mur de l'Atlantique Architecture de la peur

Entre 1941 et 1944, les armées d'occupation du IIIe Reich ont construit, de la

Scandinavie aux Pyrénées, une ligne de défense maritime et aérienne constituée de plus de 15.000 édifices de formes et fonctions variées, tous en béton armé. Ce « mur de l'Atlantique », grande muraille des nazis, était censé protéger de la menace anglo-américaine de débarquement.

70 ans plus tard, deux chercheurs espagnols redécouvrent ce qui reste du mur de l'Atlantique à travers une exposition de 33 photos au Centre Culturel de Belém à Lisbonne, dans le cadre d'un cycle « Le nazisme et la culture ». Une découverte en péninsule ibérique, avec un bon tiers de ces photos portant sur Saint-Nazaire et sa base sous-marine.

Site : www.ccb.pt

MÉDIAS

La TV au Portugal

La télévision portugaise repose sur une nette distinction public/privé, le service public, **Radiotelevisão Portuguesa** avec les chaînes RTP1 et RTP2, étant volontiers considérées comme "dépassées", "moribondes", "arrêtées dans le temps".

Sur TV1, grande chaîne privée (Televisão independente), les feuilletons "Flor do Mar" et "Feitiço de Amor" attirent les fortes audiences. Le genre se renouvelle avec une sitcom née sur

le web, "Um T2 para 3 remodelado", visant depuis une semaine sur RTP1, un public plus jeune et, si possible, plus large.

Mais la RTP1 publique reste cependant la seule chaîne à diffuser régulièrement des fictions nationales, bonnes ou mauvaises, qui ne soient pas des nouvelles, ces feuilletons à la mode de la **Globo** brésilienne, diffusés ici seulement en deuxième partie de soirée.

TV1 obtient ainsi les meilleures audiences :

environ 30%. Les chaînes publiques étant assez loin derrière : RTP1 à 25% et RTP2 à 5%. Une autre chaîne



privée SIC (Sociedade Independente de Comunicação) dépasse les 20%. Il existe également une chaîne type **Cabo/Video**,

Canal+, qui atteint les 15%.

L'information conserve des tranches horaires importantes, de 45

minutes à 1 heure, aux heures de grande écoute, incluant des entretiens quotidiens (Grande Entrevista sur RTP1) très approfondis, au regard des normes françaises nettement plus super-

ficielles. Le sport, surtout le "futbol", est évidemment omniprésent, notamment sur les trois chaînes **Sport TV**.

près de vous

Nantes

Rencontre des élus communistes de Nantes avec la J.C.

Les élus communistes de Nantes ont rencontré les responsables du mouvement « Jeunes Communistes » lesquels engagent une campagne visant à gagner de nouveaux droits pour les jeunes. Lors de cette rencontre, les jeunes communistes ont fait état de leur intention d'agir à Nantes sur la problématique de l'accès à la santé des jeunes. **L'occasion pour les élus nantais de les soutenir dans leur démarche visant à renforcer les dispositifs d'accès aux soins et à la prévention, dans les quartiers comme à l'université.**

Région

Le tram-train sur de bons rails



Gilles Bontemps, avec le Président de région, s'est rendu à Valenciennes sur le site Alstom où sont assemblés les tram-trains, il a ainsi pu visiter la première rame en cours de finition. Dès 2010 le premier tram-train circulera sur la ligne Nantes Clisson sur laquelle il desservira toutes les gares. Plus rapide, plus silencieux il permettra un meilleur service. Quinze rames ont été commandées pour un coût de quatre millions d'euros chacune. « Dans une première phase 4 tram-trains seront mis en service entre Nantes et Clisson, et 11 desserviront la ligne Nantes Châteaubriant ».

Loire-Atlantique

Suppression de la Taxe Professionnelle

Dans leurs collectivités les élus communistes montent au créneau contre la suppression de la taxe professionnelle. Que ce soit par le biais de l'ADECR, en séance ou par voie de presse : tous dénoncent le mauvais coup porté aux collectivités territoriales. Avec cette décision du Président de la République les collectivités seront amputées d'une de leurs ressources les plus importantes. « **Au motif de libérer l'investissement, les entreprises seront exonérées de toutes responsabilités en terme de développement des territoires** » assure Michel GOUTY. Pour Sabine MAHE, cela va « **entraîner une baisse des investissements pourtant indispensables à la relance** ». Parmi les propositions des élus communistes pour **endiguer la financiarisation de l'économie, plutôt que de supprimer cette taxe, il faudrait au contraire intégrer les actifs financiers dans les bases de la T.P.**

L'invité

Loire-Atlantique en Bretagne : démantèlement des collectivités et charcutage électoral !

La question du rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne, récurrente depuis quelques années, est à nouveau agitée. Au-delà du fait que **cette question tombe à présent à point nommé pour faire diversion quand le pays s'enfoncé dans une grave crise sociale et politique**, ce rattachement évoqué par la commission « Balladur » cache un projet bien plus dévastateur pour les collectivités territoriales.

En fait il ne vise ni plus ni moins qu'à imposer la réduction du nombre de régions en liquidant au passage les Conseils Généraux, tout cela au plus grand mépris de la démocratie.

Je veux donc exprimer ici clairement mon opposition à ce projet farfelu. La Région des Pays de la Loire, rodée depuis plus de 40 ans, a démontré et prouvé toute sa pertinence. Vouloir fusionner les différentes collectivités territoriales, c'est nier l'utilité de chacune, nier leurs capacités à répondre aux besoins des habitants par le biais de nombreux services publics. N'oublions pas le rôle dynamisant de chacune des collectivités territoriales : 180 milliards d'€ de dépenses annuelles, 73% de l'investissement public. Le Gouvernement lui, n'est obsédé que par une seule chose, la réduction des dépenses publiques. Mais à quel prix pour les citoyens, notamment les plus modestes ?

Les objectifs de cette réforme libérale sont clairs :

-détricoté le maillage territorial afin de léguer les services publics locaux les plus rentables au secteur privé et ce par la mise en concurrence des territoires

-démanteler les instances démocratiques que sont les différentes collectivités territoriales par un charcutage électoral éhonté en éloignant les citoyens des endroits décisionnels.

-se donner les moyens de gouverner contre l'avis des citoyens.

Le prétexte du **mille feuilles et des doublons** n'est pas acceptable : la quasi-totalité des pays européens sont organisés, comme la France, en trois échelons. Par contre, une réforme à entreprendre serait bien celle de supprimer des administrations déconcentrées sur les domaines qui ne sont plus de la responsabilité de l'Etat.

En 2004, les électeurs avaient placé la gauche à la tête de la quasi-totalité des régions. Il est évident que la droite n'a qu'une idée en tête : reprendre la direction de collectivités perdues. On est bien loin des motivations affichées par la commission de M. Balladur.



Gilles Bontemps
Vice-président du conseil régional chargé des transports

L'activité

Châteaubriant

Soutien du conseiller général communiste aux salariés de Bobcat

Roger DAVID Conseiller Général sur le canton de Montoir de Bretagne s'est rendu à Châteaubriant pour soutenir les salariés de Bobcat contraints au chômage technique voir, au chômage tout court pour ce qui est des intérimaires. Devant les salariés il a tenu à dénoncer le cynisme et l'avidité des actionnaires qui « **se comportent uniquement en collecteurs de dividendes** » faisant des employés de véritables variables d'ajustements « **à la merci d'une conjoncture et de choix d'opportunités pour maximiser le profit** ».

Devant l'opacité de la communication de l'entreprise vis-à-vis des salariés, le conseiller général a proposé de solliciter la direction « **pour obtenir des précisions sur les enjeux, les perspectives et des réponses aux revendications** ». Il a également proposé d'intervenir dans ce sens auprès du Sous Préfet de Saint-Nazaire. Il a également fait remarquer que des profits avaient été réalisés par l'entreprise et qu'ils devaient permettre de satisfaire les revendications. Plus largement, c'est une critique d'un modèle économique éculé et aculé par la crise qu'il a tenue, modèle qui met en danger nombre d'entreprise et dont les conséquences sociales se font ressentir sur tout le département.

Saint-Joachim

De 2003 à 2007 : une gestion saine !

Madame HALGAND, élue Maire de Saint-Joachim en mars 2008 s'est empressée de demander à la Chambre Régionale des Comptes d'examiner la gestion de la commune à compter de l'exercice 2003. Cette demande a fait suite à une campagne calomnieuse contre la gestion de l'équipe sortante avec des slogans tel que : « **taxer plus pour endetter plus** ». Comme l'a fait remarquer Marc JUSTY à Madame le Maire, il aurait été plus judicieux et responsable de demander « **un contrôle des exercices comptables que vous aviez la possibilité et le devoir de vérifier en tant qu'élus** » bien en amont.

Sans équivoque, le rapport de la chambre régionale confirme la gestion rigoureuse et transparente de l'équipe sortante. Pour l'ancien Maire, bien que cette analyse ne porte pas sur le fond des politiques publiques engagées, elle atteste cependant « **que la politique d'investissement menée a contribué au développement de la commune** ». Pour l'élus, ce qui aurait pu être porté en défaveur du précédent municipal est la croissance régulière du taux des impôts locaux, croissance qui a tout de même « **permis de rendre les services attendus par la population et d'équiper la commune** ». Charge à la nouvelle équipe de faire aussi bien tout en gardant le même niveau de service et la même capacité d'investissement pour les générations futures.

Trignac

Débat d'Orientation Budgétaire : l'occasion de rappeler les engagements

A l'occasion du Débat d'Orientation Budgétaire, Sabine MAHE, maire de Trignac a explicité le contexte lourd d'incertitudes dans lequel se trouvent les collectivités territoriales et les citoyens. Contexte dans lequel « **la chute vertigineuse des offres d'emploi et les licenciements [...] vont accroître la précarité, la misère et la demande sociale** ». A cela, s'ajoute les attaques du gouvernement à l'encontre des municipalités (suppression de la TP, réforme territoriale) dont le fondement libéral est de réduire les dépenses publiques et de saborder les services publics qui en découlent. Selon elle : « **Ce n'est pas une Révision Générale des Politiques Publiques de L'État qui est en cours mais une Régression Générale des Politiques Publiques** ».

Sur le plan municipal elle a rappelé les grands projets à venir : la rénovation de la mairie, l'extension de la maison de retraite, la création d'une médiathèque, le désenclavement de la zone altitude. « **Ces engagements ont été pris devant la population nous nous mobiliserons pour qu'ils soient tenus** » rappelle-t-elle.

Dans un contexte « **d'asphyxie budgétaire** », il lui semble que les propositions faites par la CARENE sont insatisfaisantes (Stagnation de la DSC, enveloppe de 1 Million d'€ sur 2009-2014...). Pour mener à bien les investissements utiles à la population et garantir les services existants une hausse des taux des impôts locaux sera proposée. Le projet de budget sera ensuite présenté aux habitants par l'intermédiaire des conseils de quartier.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Loire et sèvre

Jeudi 12 mars :
Réunion du comité local de la section à 19h, à la maison des associations à la Chapelle basse mer.

Pays de Retz

Mardi 17 mars :
Réunion du comité local de la section.

Département

Jeudi 19 mars :
Manifestations intersyndicales à Ancenis, Châteaubriant, Nantes et Saint-Nazaire.

Huma café

Vendredi 20 mars :
L'Huma café se déroulera à 18h au Lieu Unique à Nantes. L'invité sera Jean-Christophe LE DUIGOU, secrétaire confédéral de la CGT.

Nantes

Mardi 24 mars :
Assemblée générale de la section à 18h30 à la fédération.

■ A Couëron, les communistes invitent au débat sur la crise

La cellule de Couëron du PCF organise des débats avec la population couëronnaise sur les questions liées à la crise. Le premier débat a eu lieu le mercredi 25 février, le deuxième débat le jeudi 5 mars.

Une trentaine de personnes ont participé à ces échanges autour des conséquences et des solutions à la crise économique et sociale qui gagne tous les secteurs de l'économie. Les participants ont fait part de leurs expériences et de leurs inquiétudes sur l'avenir de la société, de l'emploi, des services publics, de la protection sociale, des jeunes, en Europe, en France et bien sûr dans la région couëronnaise où l'industrie occupe une place importante dans le tissu économique de cette commune de l'agglomération nantaise. De nombreux habitants dépendent directement de l'activité de l'aciérie Mittal à Indre, multinationale qui affiche un bénéfice net de 8 milliards d'euros en 2008 mais qui prévoit 9000 suppressions d'emploi dans le monde dont 1400 « départs volontaires » en France. Des bons résultats qui ont profité aux actionnaires puisque 3 milliards d'euros leur ont été versés sous forme de dividendes. Comme dans la plupart des grandes entreprises, l'emploi et les salaires sont la variable d'ajustement de ces groupes avides de profits qui font payer aux salariés leurs choix économiques capitalistes.

Christian PELLOQUET et Michel LUCAS (conseiller municipal à Couëron) ont insisté sur l'urgence à sécuriser l'emploi et à augmenter les salaires en mettant à contribution les profits et les dividendes, à relancer l'investissement public comme privé et à créer un pôle financier public qui sorte l'épargne populaire des mains des traders et des monteurs financiers.

Les élections européennes du 7 juin seront le moyen pour les citoyens de dire NON aux logiques économiques prônées par la commission et les gouvernants européens.

■ Solidarité avec Lounis IBADIOUNE

Les diffuseurs de l'Humanité dimanche de la section de Saint-Nazaire ont lors de leur vente régulière apporté toute leur solidarité à Lounis IBADIOUNE, militant communiste de Paris, diffuseur de l'Humanité dimanche qui comparait devant le tribunal le mercredi 18 février pour « vente de marchandise sans autorisation ». Lounis a reçu le soutien de milliers de lecteurs de l'Humanité ainsi que de militants et de personnalités de gauche, il a été relaxé. Dans cette affaire, c'est la liberté d'expression et d'opinion qui est en cause, elle met en évidence les tentatives de remise en cause des libertés publiques et du pluralisme médiatique et politique.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nlapublicite@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

■ Huma café

Jean-Christophe LE DUIGOU, économiste et secrétaire confédéral de la CGT, sera l'invité de l'Huma café du Vendredi 20 mars, à 18H au salon de musique du Lieu Unique à Nantes.



Animée par Jean-Pierre LANDAIS, cette initiative abordera toutes les problématiques liées à la situation économique et sociale, au système bancaire et financier, aux destructions d'emploi, aux salaires et à la précarité.

Un débat d'actualité qui sera l'occasion de rappeler les exigences populaires face à la crise, au lendemain de la grande mobilisation intersyndicale du Jeudi 19 mars.

■ Nécrologie

Nous avons appris le décès de Martine BOULLAY, militante PCF de la section de Châteaubriant. Nous présentons à sa famille et à ses proches, particulièrement à ses enfants Clément et Marion nos plus sincères condoléances.



Nous ne paierons pas leur crise

Par Ulysse Humbert, étudiant

Le gouvernement veut nous faire accepter que nous allons vivre de moins en moins bien. Il nous dit que la crise est là, mais que le pire est à venir. Les derniers chiffres du chômage montrent qu'il y a

90 000 chômeurs en plus au mois de janvier et 300 000 de plus en 2008 qu'en 2007. Et encore une fois les jeunes sont premières victimes du chômage.

Pendant ce temps là, Nicolas Sarkozy et ses laquais continuent les réformes antisociales. En refusant d'augmenter les salaires et en prêtant de l'argent aux banques et entreprises automobiles, la politique du gouvernement est claire : ils donnent toujours plus aux riches et toujours moins aux plus pauvres, alors que la

crise accentue les inégalités. L'exemple des Antilles et du mouvement étudiant doit nous inspirer. La lutte des salariés de Guadeloupe, de Marti-



nique et de la Réunion nous montre la voie. Avec une mobilisation importante des salariés et des jeunes Antillais,

ils sont en train de faire plier ce gouvernement qui refusait toute augmentation de salaire. Le gouvernement a même tenté de faire monter la haine raciste pour essayer de casser le mouvement. Mais les Antillais ont tenu bon et sont en train d'obtenir gain de

«ils donnent toujours plus aux riches et toujours moins aux plus pauvres, alors que la crise accentue les inégalités»

cause. D'ailleurs, la plus grande peur de ce gouvernement est que ce conflit s'étende à la métropole et qu'il soit contraint d'augmenter les salaires pour tous.

Concernant les universités, Valérie Pécresse se voit aujourd'hui obligée de reculer sur quelques unes de ses annonces. Bien sûr cela n'est pas suffisant, tant que la LRU ne sera pas abrogée le mouvement étudiant continuera sa lutte.

D'autres logiques sont possibles en Europe. La plupart des politiques menées en France aujourd'hui découlent directement de directives européennes. Les gouvernements européens négocient ensemble des directives de dérégulation, et une fois de retour dans leurs pays, ils jurent la main sur le cœur qu'ils n'y sont pour rien, que c'est la faute de l'Europe. Mais quand ça ne

tourne pas rond, et que les peuples refusent à travers des élections cette conduite, les gouvernements passent outre leurs décisions. C'est ce qui s'est passé en France : le peuple a refusé le traité européen en 2005 et Sarkozy l'a fait voter en 2007. C'est ce que tente de faire le gouvernement irlandais en voulant refaire voter les Irlandais car ils ont dit NON à l'Europe libérale.

Cette comédie ne fait plus rire personne. Il y en a assez que les technocrates européens veuillent imposer à tout prix leur Europe ultra capitaliste.